

Interview

Propos non conventionnels SUR ISRAËL ET LES PAYS-BAS

Ayaan Hirsi Ali

Née en Somalie en 1969,

A. Hirsi Ali a reçu l'asile aux Pays-Bas en 1992 où elle est devenue député au parlement. Au cours de ces dernières années, elle s'est acquise une réputation dans le monde entier. En 2006, le Reader's Digest lui a décerné le titre d'Européenne de l'année, déclarant qu'elle incarnait parfaitement les valeurs contemporaines de l'Europe.

Au printemps 2006, elle est partie pour les États-Unis après avoir été contrainte de démissionner du parlement néerlandais : elle venait d'être déchue de sa nationalité néerlandaise sur décision ministérielle. Elle avait acquis l'asile politique sur la foi d'une fausse déclaration. La décision de la ministre a été annulée quelques semaines plus tard par suite de pressions parlementaires. Ces dernières années, cependant, la vie de Mme Hirsi Ali est devenue pratiquement insupportable par suite d'incessantes menaces proférées par des musulmans. Ayant le sentiment que la protection permanente dont elle bénéficiait affectait leur vie privée, ses derniers voisins en date ont obtenu du tribunal une mise en demeure l'obligeant à déménager.

Israël : résoudre les problèmes d'immigration

Si A. Hirsi Ali s'intéresse à Israël, c'est en partie pour les solutions qu'il apporte à des problèmes d'immigration quelque peu similaires à ceux qui posent tant de difficultés aux Pays-Bas. Son pays d'adoption reste perplexe face aux difficultés d'intégration de nombreux immigrants et leurs enfants, des non Occidentaux en grande partie d'origine musulmane.

« Je me suis rendue en Israël il y a quelques années, en premier lieu pour comprendre comment ce pays s'en sortait si bien avec tant d'immigrants d'origines différentes. L'impression principale que j'en retirerai est qu'Israël est une démocratie libérale. Dans tous les endroits que j'ai visités, notamment Jérusalem, ainsi que Tel Aviv et ses plages, j'ai constaté l'égalité des hommes et des femmes. On ne sait jamais ce qui se passe en coulisses, mais c'est ce qui apparaît au visiteur. On voit fort bien aussi des femmes en grand nombre qui servent dans l'armée.

J'ai compris que l'élément déterminant de cette réussite, c'est ce qui lie les immigrants à Israël. Qu'ils arrivent d'Éthiopie ou de Russie, ou que leurs grands-parents aient immigré d'Europe, ce qui unit tous les immigrants, c'est qu'ils sont Juifs. Un tel lien fait défaut aux Pays-Bas. Nos immigrants sont d'origines très diverses et la toile de fond diffère considérablement de celle des Pays-Bas, en particulier la religion. »

« Je ne suis pas une victime »

« Je me suis rendue aussi dans les quartiers palestiniens de Jérusalem. Ils imputent aux Israéliens l'état de délabrement de cette partie de la ville. J'ai pourtant rencontré un jeune Palestinien parlant parfaitement l'anglais, qui, en l'absence de caméra ou de calepin, a reconnu qu'ils [les Palestiniens] étaient en partie responsables de la situation. En effet, une part considérable des fonds envoyés de l'étranger pour l'édification de la Palestine sont détournés par des dirigeants corrompus.

Aux Pays-Bas, lorsque j'ai parlé de la corruption de l'Autorité palestinienne et du rôle d'Arafat dans la tragédie de la Palestine, je n'ai pas eu un grand public. J'avais l'impression de m'adresser à un mur. Plusieurs personnes affirment qu'Israël doit d'abord se retirer des territoires et qu'alors tout irait bien pour la Palestine.

Avant de rejoindre le parti libéral VVD, j'étais membre du parti travailliste. Les membres de ce parti ont oublié le rôle positif qu'ils ont joué dans la création d'Israël. Le grand penseur – un modèle pour eux – est le philosophe israélien Avishai Margalit qui prône la solidarité avec les faibles. Pour un socialiste, quiconque n'est ni blanc ni occidental est une victime, en particulier les musulmans, les Palestiniens et les immigrants. Je soutiens que je ne suis pas une victime. Je suis responsable de mes actes comme tout un chacun, et il en va ainsi de tout le monde. »

Racisme des minorités

« J'ai étudié pendant un an aux Pays-Bas pour être assistante sociale. Nos professeurs nous enseignaient à porter un autre regard sur l'immigrant et l'étranger. Ils estimaient que le phénomène du racisme n'apparaît que parmi les

Blancs. Ma famille en Somalie m'a pourtant élevée dans le racisme, m'inculquant que, nous autres musulmans, sommes très supérieurs aux Kényans chrétiens. Pour ma mère, ce sont pratiquement des singes.

Lorsque j'ai commencé à expliquer cette vérité en classe, le professeur m'a répondu que c'était « faux et impossible ». J'ai insisté : « Si, c'est la vérité ». J'ai précisé que je vivais dans le centre des demandeurs d'asile de la ville d'Ede et que les Somaliens que je connaissais là-bas qualifiaient de sales, d'incirconcis, de mécréants, tout Néerlandais de souche.

Aux Pays-Bas, lorsqu'un Somalien voit sa sœur en compagnie d'un ami néerlandais, c'est cela qu'il a à l'esprit et, en général, il entre dans une terrible colère. De telles attitudes peuvent facilement dégénérer en comportement violent. Par exemple, aux Pays-Bas, un Irakien a assassiné sa sœur parce que le père de son enfant était un Néerlandais autochtone. Il s'agit là d'un racisme extrémiste de la part d'un non Blanc, même si on appelle cela une violence liée à l'honneur. Après mon initiative au parlement néerlandais, une enquête pilote a été menée qui a montré qu'en huit mois, onze « crimes d'honneur » avaient été perpétrés aux Pays-Bas. »

Deux poids, deux mesures aux Pays-Bas

« Il existe de nombreux autres cas de racisme émanant des minorités. Par exemple, un neveu et une nièce peuvent être contraints de se marier parce que la famille souhaite conserver la pureté de son sang. Épouser quelqu'un d'une autre race, bien sûr, est absolument hors de question. Cependant, si une autochtone néerlandaise déclare : « je ne veux pas d'un Marocain », sa déclaration fait la une de tous les journaux. Les Néerlandais estiment que c'est le signe du déclin de leur société.

Si un Néerlandais déclare ne pas vouloir d'un Marocain ou d'un Turc pour voisin, il est raciste. Si un Marocain dit : « je veux vivre aux côtés d'autres Marocains », c'est considéré comme un signe d'attachement au groupe, parce qu'il est isolé du fait de l'immigration. Alors, ce n'est pas considéré comme du racisme. Si un skinhead de droite trace des croix gammées dans un cimetière juif, c'est du nazisme, et il sera puni. Si un immigrant marocain fait la même chose, c'est l'expression de son mécontentement devant le conflit israélo-palestinien.

Il y a quelques années, le 4 mai, alors que les Pays-Bas commémoraient par deux minutes de silence le souvenir de leurs morts de la Seconde Guerre mondiale, des jeunes Marocains ont chahuté dans un quartier d'Amsterdam et, dans un autre, joué au football avec les couronnes mortuaires. Il y eut certes des réactions de colère, mais cela aussi a été expliqué comme une protestation contre le conflit israélo-palestinien.

Définir une personne comme une victime éternelle est une erreur fondamentale. Les gens de couleur, musulmans et autres immigrants non occidentaux ne sont pas des victimes. Ce sont des individus, comme moi, qui sont venus aux Pays-Bas en quête d'une vie meilleure. C'est à moi qu'il incombe d'améliorer mon sort et je ne demande pas aux autorités de le faire pour moi. Je demande seulement à vivre dans la paix et la sécurité. La conception socialiste est différente. Ceux qui ne sont pas Blancs et chrétiens, et ne partagent pas les idées de la civilisation chrétienne sont par définition des victimes.

Paradoxalement, cette attitude est le résultat de puissants sentiments de culpabilité suscités aux Pays-Bas par la Shoah. D'aucuns pensent que le comportement de leurs compatriotes à l'égard des Juifs pendant la guerre ne devrait jamais se répéter. Ils compensent ainsi en laissant les musulmans battre leurs femmes et d'autres passer à tabac les homosexuels, voire poser des bombes. Une telle attitude relève de la maladie mentale. »

Deux poids, deux mesures à l'égard d'Israël

« La crise du socialisme néerlandais peut se mesurer à l'aune de son attitude à l'égard de l'islam et à l'égard d'Israël. Vis-à-vis d'Israël, ses exigences morales sont exceptionnellement élevées. Les Israéliens cependant, s'en sortiront toujours, parce qu'eux-mêmes se fixent des normes morales très élevées.

En revanche, ses exigences morales à l'égard des Palestiniens sont minimes. La plupart des observateurs extérieurs demeurent silencieux sur tous les problèmes qui se posent dans leurs territoires. Cela contribue à rendre les Palestiniens encore plus corrompus qu'ils ne le sont déjà. Ceux qui vivent dans les territoires n'ont pas droit à la parole, parce qu'ils risquent d'être assassinés par leurs propres frères. »

Lorsqu'on lui demande si les normes morales exigées d'Israël par de nombreux Néerlandais sont bien plus élevées que celles qu'ils appliquent aux Pays-Bas, A. Hirsi Ali répond :

« Le VVD, une partie du CDA (démocrates chrétiens) ou d'autres petits partis chrétiens n'appliquent pas deux poids, deux mesures à Israël. De nombreux autres hommes politiques, eux, le font.

Cette question aussi doit être considérée dans un contexte plus large. Non seulement les Pays-Bas, mais de nombreux autres pays européens ont changé d'avis après plus de cinquante ans de commémorations de la Shoah. Ils sont heureux de se libérer de cette histoire et de l'histoire d'Israël. Ils appliquent alors ces critères extrêmement inégaux. Ils s'estiment aussi habilités à appliquer deux poids, deux mesures, ce qu'ils n'accordent pas aux Israéliens. »

La sécurité d'Israël

A. Hirsi Ali comprend parfaitement les exigences sécuritaires d'Israël. Sa propre histoire la rend extrêmement sensible à ces questions. Elle n'ignore pas les menaces que font peser certains musulmans. En novembre 2004, à partir d'un script d'A. Hirsi Ali, Theo van Gogh réalisa le film *Soumission* sur les terribles discriminations établies par les musulmans à l'égard des femmes. Peu après, il fut assassiné par l'extrémiste musulman Mohammed Bouyeri. Ce dernier laissa un couteau fiché dans son corps avec une lettre menaçant de meurtre plusieurs personnalités politiques néerlandaises, dont A. Hirsi Ali.

Elle avait déjà reçu de nombreuses menaces de mort auparavant. Cette fois pourtant, A. Hirsi Ali dut quitter son domicile pour s'installer pendant plusieurs semaines dans une base militaire néerlandaise. Les Néerlandais l'envoyèrent même une partie du temps aux États-Unis parce qu'ils ne pouvaient assurer sa protection aux Pays-Bas. Elle ne put exercer ses fonctions de députée pendant cette période. Il en fut de même pour le conservateur néerlandais Geert Wilders.

Ses inquiétudes pour les questions de sécurité se manifestent tout au long de l'entretien. Avant d'arriver à l'hôtel où nous nous sommes rencontrés, l'un de ses gardes du corps fournis par l'État m'a expliqué qu'elle ne pourrait s'installer qu'à une seule table du hall d'entrée. Partout ailleurs, elle risquait d'être la cible de coups de feu tirés par les fenêtres. Lorsqu'elle arrive, entourée de gardes du corps, deux jeunes Danois présents dans l'hôtel viennent lui exprimer leur admiration.

Nous commençons à parler. Elle est préoccupée par la présence d'une personne assiste trop près de nous. J'explique que c'est probablement un étranger qui n'a pas la moindre idée de son identité. Finalement, le directeur de l'hôtel, très honoré de sa visite, nous propose de poursuivre l'entretien dans son bureau.

Qui est responsable ?

La conversation évolue vers les questions de responsabilité dans le conflit du Moyen-Orient. A. Hirsi Ali déclare :

« C'est incroyable, mais il y a des Néerlandais qui affirment que, si Israël adoptait une autre politique étrangère et se retirait des territoires, le problème disparaîtrait entièrement. C'est une attitude infantile, un vœu pieux utopique, mais on ne parvient pas à le leur faire sortir de la tête.

J'essaie encore parfois. Par exemple, j'évoque le comportement des pays arabes qui n'ont aucune interaction directe avec Israël. Leurs réserves pétrolières les ont considérablement enrichis, mais ils demeurent très attachés au fondamentalisme, haïssent l'Occident et aspirent à le détruire. Ce mode de pensée wahabite est encouragé par les Saoudiens et non par les Palestiniens. Penser que

si Israël quittait les territoires, l'Arabie saoudite prônerait soudain une autre religion relève à la fois de l'opportunisme et d'un véritable infantilisme.

Pour contrer de telles attitudes, Israël doit tout d'abord rester ferme. Un État a pour responsabilité première de garantir la sécurité de ses citoyens. Si Israël ne le fait pas, sa société est en danger. Lorsque je me suis rendue en Israël, j'y ai trouvé beaucoup de détermination, par exemple chez Natan Sharansky avec lequel je me suis entretenue et que j'ai également rencontré aux Pays-Bas. »

Fondamentalisme israélien et fondamentalisme néerlandais

A. Hirsi Ali n'a pas réagi de façon positive à tout ce qu'elle a vu en Israël.

« À première vue, le pays semble connaître aussi un problème avec les fondamentalistes. Les ultra-orthodoxes poseront un problème démographique parce que ces fanatiques ont plus d'enfants que les laïcs et les autres orthodoxes.

La culture et le sens des réalités constituent la base du bien-être d'un petit pays. Ceux qui veulent en priver leurs enfants pour promouvoir un certain type de religion constituent un danger pour tout État. Une telle attitude existe également parmi les non fondamentalistes de la société néerlandaise. Nombreux sont ceux qui ferment les yeux devant les réalités. Tout ce qu'ils veulent, ce sont des distractions ; ils ne cherchent ni à lire ni à découvrir quoi que ce soit. Des gens comme eux ne comprennent plus ce qu'est le danger.

Cependant, si les Pays-Bas devenaient la cible d'attentats terroristes comme l'a été Londres en juillet 2005, le socialisme utopique cèderait de plus en plus du terrain devant le réalisme. Si les utopistes reçoivent une bombe chez eux lancée par des musulmans, ils finiront par renoncer à leur idéologie de gauche et auront davantage le sens des réalités. Une tendance de ce type se dégage déjà aux Pays-Bas. Dès leur arrivée, nombre d'immigrants ont refusé de s'intégrer. À cette époque, les autorités s'obstinaient à ne pas écouter les plaintes des Néerlandais de souche.

C'est ainsi que de plus en plus de gens ont quitté les grandes villes pour les banlieues ou la campagne. On assiste aussi, pour toutes sortes d'autres raisons, à une certaine émigration des Pays-Bas. La réussite des agriculteurs partis à l'étranger en encouragera d'autres à suivre leurs traces.

Par ailleurs, certains groupes de Néerlandais autochtones ont entrepris de se défendre en recourant à la violence. De plus en plus d'habitants s'identifient aux nouveaux partis politiques dont le programme est axé sur la sécurité et le combat contre le terrorisme. Les partis existants et le gouvernement néerlandais devront en tenir compte. S'ils éludent leurs responsabilités, le pays connaîtra des explosions de violence, mineures ou majeures.

Une fausse image de la tolérance

Ceux qui présentent les Pays-Bas comme un pays tolérant, ne savent pas de quoi ils parlent. Il y a une énorme différence entre être tolérant et tolérer l'intolérance. Bon nombre de Néerlandais pensent être très tolérants en laissant les autres faire ce qu'ils veulent tant que leur liberté personnelle n'est pas menacée.

Ce n'est pas l'attitude qu'ils adoptèrent il y a quelques siècles. En effet, ils ne toléraient pas l'Église catholique néerlandaise, à cause de l'intolérance de sa religion. Les catholiques se sont alors adaptés. Nombre d'enfants du baby boom désormais au pouvoir, pensent cependant que le fait de tolérer les actions de ceux qui enfreignent la loi est un signe de grande tolérance. »

Mars 2004 fut l'une des nombreuses occasions où A. Hirsi Ali se retrouva sous les feux de l'actualité aux Pays-Bas. Dans sa lettre ouverte à Job Cohen, maire socialiste d'Amsterdam, elle lui écrivit qu'il était un homme bon et consciencieux, mais qu'il s'égarait totalement dans son interprétation et son approche de la question musulmane aux Pays-Bas.

Critique du maire d'Amsterdam

Voici quelques-unes de ses observations :

« Une politique de consensus n'est applicable que si toutes les parties concernées acceptent une approche pragmatique... Dans quelle société voulez-vous que les musulmans s'intègrent ? Dans une société démocratique où la loi stipule qu'elle émane d'êtres humains et non de Dieu ? Dans une société où les parents tentent d'éduquer leurs enfants – garçons et filles – afin qu'ils parviennent à l'indépendance et, dès qu'ils atteignent l'âge de dix-huit ans agissent en citoyens responsables ? Les adeptes de l'islam ont, sur ces points, des idées diamétralement opposées... Les vrais musulmans considèrent les pays laïcs comme des États pécheurs, malheureusement au pouvoir aujourd'hui. Le chef de la mosquée... voit en vous la confirmation du fait que le détenteur du pouvoir laïc est un pécheur... Dans vos entretiens avec eux, ils vous diront [seulement] ce que vous souhaitez tellement entendre. »

Elle aborde également la judéité de Cohen :

« Profondément imprégnés d'antisémitisme, les musulmans voient en vous, non pas un bon maire d'Amsterdam, animé des meilleures intentions à l'égard de ses citoyens et désireux de conserver la cohésion sociale, mais un dirigeant juif rusé qui aspire à manipuler le monde à son gré. »

Un Juif reste un Juif

Au cours de notre entretien, A. Hirsi Ali ajoute également que, depuis un certain temps, Cohen doit s'entourer de gardes du corps :

« On pourrait penser que les musulmans intégristes auraient l'intelligence de ne pas menacer quelqu'un qui leur donne tout ce qu'ils veulent. Il donne à leurs enfants la possibilité d'avoir des piscines non mixtes, il accorde des subventions aux écoles non mixtes. Il se montre favorable à la construction d'autres mosquées. Pourtant, certains musulmans le menacent afin de lui faire comprendre que, quoi qu'il fasse pour leur plaisir, un Juif reste un Juif. Pour le chef des mosquées d'Amsterdam, le maire est le Juif Cohen. »

A. Hirsi Ali considère Cohen comme une personnalité centrale dans l'approche erronée adoptée à l'égard des problèmes des minorités à Amsterdam.

« C'est vraiment un homme cultivé, bon, animé de bonnes intentions. C'est aussi un homme seul, et sa solitude en fait une véritable victime pour laquelle j'éprouve une grande sympathie. Plus il agit en faveur des musulmans, plus il s'attire leurs critiques. Il est également très critiqué par la communauté juive à cause de l'antisémitisme ambiant à Amsterdam ; et de nombreux Néerlandais autochtones lui reprochent : « nous ne nous sentons pas en sécurité. Vous, monsieur le maire, parlez tout le temps de cohésion, mais la ville n'en connaît plus depuis longtemps. » Le maire a pour mission de veiller à ce que sa ville soit sûre. Dans le contexte actuel, son approche consistant à donner une conférence ici, et une autre là, ne présente aucun intérêt.

Cohen estime que ma façon de parler de l'islam et des musulmans pose problème et dresse les gens les uns contre les autres. Moi, cependant, je dis la vérité. Lorsque, par conviction religieuse, de jeunes musulmans tabassaient un homosexuel à Amsterdam, il est de mon devoir de parlementaire de le dénoncer. Il est aussi du devoir d'un maire de veiller à ce que ces jeunes Marocains soient traités avec rigueur. Il n'y a aucune raison de raconter des histoires pitoyables sur les difficultés qu'ont pu rencontrer ces jeunes, parce que ça n'a rien à voir. Ce sont des criminels.

En tant que Néerlandaise qui n'est pas née dans le pays, je suis toujours bienvenue tant que je suis d'accord avec tout le monde. Je suis censée être extrêmement reconnaissante d'être définie comme une victime. Si j'ai une opinion divergente, pour le socialiste, je suis « l'autre, la non Néerlandaise ». Ils me disent que je viens d'arriver. Lorsqu'il discute avec moi ou avec Afshin Elian, réfugié iranien à la fois professeur de droit de l'université de Leyde et poète, Cohen évoque toujours notre passé. Lorsque nous sommes en désaccord, il dit : « Oui, je me rends bien compte. Vous autres avez vécu de si mauvaises expériences dans vos pays d'origine. »

Si j'étais maire d'Amsterdam, j'adopterai l'approche de Giuliani à New York qui a prouvé son efficacité. Les autorités nationales néerlandaises en sont arrivées à un tel état d'esprit qu'elles seraient probablement disposées à payer

pour de telles méthodes. Giuliani a été accusé d'intolérance et de racisme. Les Noirs américains ont manifesté contre lui, mais, à son époque, New York était plus sûre que ne l'est Amsterdam aujourd'hui. »

A. Hirsi Ali soutient que ce qui est vrai pour Amsterdam s'applique également à l'ensemble du pays.

« Les Pays-Bas ne sont un État de droit qu'en théorie. En réalité, leur situation juridique est confrontée à un défi majeur. Peu nombreux sont les criminels identifiés et encore moins nombreux ceux qui sont condamnés. »

Il y a mille ans que l'islam a cessé de réfléchir

La critique de l'islam formulée par Ayaan Hirsi Ali est plus générale.

« Presque personne en Occident ne veut admettre que les problèmes de l'islam sont d'ordre structurel. L'islam contemporain n'existe pas. L'islam a cessé de réfléchir en l'an 900 et n'a plus évolué depuis plus d'un millier d'années. Les musulmans occidentaux, cependant, vivent dans un environnement où l'on peut réfléchir de façon indépendante sans risquer de se faire couper la tête.

Pour rencontrer des musulmans contemporains, il faut s'adresser au mouvement Ahmadiyya dont les membres sont cependant considérés par le courant musulman dominant comme des hérétiques. J'ai reçu une éducation musulmane, je voudrais changer certains principes de l'islam, ce qui fait de moi une hérétique, et les extrémistes veulent donc me faire disparaître. »

A. Hirsi Ali explique pourquoi elle représente un danger pour les musulmans extrémistes.

« Ils se rendent compte que j'en sais trop sur l'islam. Je suis aussi une femme. Si une femme ne croit plus, elle se libère. Ils sont terrifiés à l'idée qu'une défection en entraîne d'autres ; c'est ainsi que fonctionne un troupeau. »

Encourager les musulmans à ne plus se taire

« Le monde occidental a terriblement besoin de musulmans qui mettent à profit leur liberté de pensée et d'opinion. De nombreux musulmans pensent comme moi. Ils prennent contact avec moi et, lorsque je les exhorte à ne plus se taire, ils disent : « C'est facile pour vous de parler. Vous avez tous ces gardes du corps, moi pas. Je dois penser à ma famille ». Il est impératif que les États-Unis, l'Europe et Israël veillent à la protection de ces personnes.

Les musulmans dissidents aux Pays-Bas voient comment d'autres dissidents et moi-même sommes menacés de mort. Au lieu d'aller se plaindre de leur situation auprès du premier ministre, ils restent silencieux. Lorsque van Gogh a été assassiné, la reine et le premier ministre néerlandais se sont rendus dans les mosquées au lieu de rendre visite à la famille de van Gogh, la véritable victime.

Les chefs des musulmans sont allés se lamenter auprès des autorités : « Nous sommes si pauvres, si pitoyables, si menacés, maintenant que Bouyeri a assassiné van Gogh ». Ils font appel à la compassion néerlandaise. Ajoutez à cela que le parti travailliste en particulier, mais aussi les chrétiens démocrates, veulent obtenir les voix des musulmans et on a une idée de la façon dont fonctionnent aujourd'hui les Pays-Bas.

C'est le même problème dans tout l'Occident. Tant que ceux qui veulent changer l'islam ne seront pas protégés, il n'y aura pas d'islam contemporain. J'ai l'intention de créer une fondation et de collecter des fonds pour organiser la protection des musulmans dissidents. D'autres personnes devront gérer cette fondation. C'est mon plus grand rêve. »

Je demande à A. Hirsi Ali ce que les musulmans feraient si un attentat meurtrier comme celui de Londres était perpétré à Amsterdam. Elle répond :

« Les autorités locales iraient voir les différentes organisations musulmanes pour leur dire : « S'il vous plaît, organisez une manifestation pour condamner cet attentat ». Une telle initiative n'émanerait pas des musulmans eux-mêmes. Ce serait une manœuvre totalement artificielle. »

Interviewée par Manfred Gerstenfeld

Épilogue

En juin 2006, le gouvernement néerlandais a été renversé à l'occasion du débat parlementaire sur la restitution de la nationalité néerlandaise à A. Hirsi Ali. L'intéressée a suivi ces péripéties depuis les États-Unis où elle avait commencé une nouvelle vie. La chute d'un gouvernement pour une question de passeport constitue une autre absurdité de la vie néerlandaise. On peut aussi considérer cet événement sous un autre angle : pour la première fois, un gouvernement européen est tombé sur un dossier lié à l'immigration. Il est peu probable que ce soit la dernière fois. En ce sens aussi, Ayaan Hirsi Ali a contribué à faire l'histoire européenne.

